



Communiqué

Une même voix pour 245 000 personnes salariées

Une coalition sans précédent en vue des prochaines négociations des secteurs public et parapublic

Le 14 décembre 2008 - Lors des prochaines négociations dans les secteurs public et parapublic, le gouvernement du Québec aura devant lui un interlocuteur majeur représentant près de la moitié des personnes salariées de l'État. Les cinq organisations membres du Secrétariat intersyndical des services publics (SISP) ont en effet signé cette semaine un protocole par lequel elles s'engagent à unir leurs forces de façon formelle aux fins de la négociation pour le renouvellement des conventions collectives qui viennent à échéance le 31 mars 2010.

Le SISP devient ainsi le principal négociateur dans les secteurs public et parapublic. C'est au nom de plus de 245 000 personnes que ses porte-parole négocieront avec le Conseil du trésor, les comités patronaux et les ministères concernés les matières intersectorielles que sont la rémunération, les droits parentaux, les disparités régionales et le régime de retraite.

Selon Lina Bonamie, porte-parole du SISP, le protocole complet qui a été signé à Québec le 9 décembre passera à l'histoire. « C'est l'aboutissement d'une démarche structurée, menée depuis un an, au cours de laquelle les instances de chacune des organisations ont été formellement consultées. »

Les membres des cinq organisations (CSQ, FIQ, SFPQ, APTS et SPGQ) ont endossé avec une très forte majorité ce protocole de solidarité syndicale qui inclut un pacte de non-maraudage. « Nos membres sont conscients de l'importance d'être un joueur majeur pour être entendu d'un gouvernement peu enclin à se préoccuper des personnes à son emploi », poursuit la porte-parole du SISP.

Qu'il s'agisse de la santé, de l'éducation, de la fonction publique ou des divers organismes parapublics, dans chacun de leur secteur, les organisations syndicales qui forment le SISP observent l'ampleur croissante des problèmes d'attraction et de rétention du personnel. Alors que les conditions de travail et les salaires dans le secteur public faisaient autrefois l'envie des travailleuses et des travailleurs du secteur privé, la tendance est aujourd'hui inversée.

Le récent rapport de l'Institut de la statistique du Québec sur la rémunération comparée révélait un retard salarial persistant du personnel de l'administration québécoise par rapport aux autres salariées et salariés québécois, un retard estimé à 7,7 % en 2008. Même en tenant compte des heures travaillées et des avantages sociaux, leur rémunération est depuis plusieurs années inférieure à celle qu'on retrouve dans le secteur privé, particulièrement le secteur privé syndiqué avec lequel l'écart est de 15,6 %.

« Dans ces conditions, constate Lina Bonamie, pas étonnant que les pénuries s'aggravent. La difficulté de trouver de la main-d'œuvre qualifiée en nombre suffisant se traduit en réduction des services à la population. Les jeunes en difficulté n'obtiennent pas l'aide dont ils ont besoin, les listes d'attente pour les soins et les services sociaux s'allongent, les inspections dans le transport ou l'alimentation se raréfient. Le modèle québécois d'un État qui s'occupe de son monde sera bientôt un souvenir.

C'est ce gâchis qui nous attend si on ne reconnaît pas la valeur de la main-d'œuvre des secteurs public et parapublic et des services qu'elle rend à la population. C'est pour faire pleinement valoir la valeur et les droits de leurs membres que la CSQ, la FIQ, le SFPQ, l'APTS et le SPGQ auront une équipe conjointe pour la prochaine ronde de négociation qui débutera officiellement le 1^{er} novembre 2009.

- 30 -

Profil du SISP

Le SISP regroupe 300 000 membres, issus de cinq organisations syndicales (CSQ, FIQ, SFPQ, APTS et SPGQ), dont plus de 245 000 proviennent des secteurs public, parapublic et péripublic. La CSQ représente près de 160 000 membres, dont plus de 100 000 œuvrent au sein des secteurs de l'éducation et de la santé. La FIQ regroupe 57 000 membres du secteur de la santé. Le SFPQ représente 43 000 membres, dont 40 000 sont issus de la fonction publique québécoise. Quant à l'APTS, elle représente 26 000 travailleuses et travailleurs occupant des postes professionnels ou techniques au sein du réseau public de la santé et des services sociaux. Pour sa part, le SPGQ regroupe près de 20 000 personnes de la fonction publique, des sociétés d'État, des réseaux de l'éducation et de la santé du Québec.

- 30 -

SOURCE : Sandra Gagné
 Relations avec les médias, SISP
 Cell. : 514 796-5093